Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'État
le 13 juin 2018

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 4, 5, et 6 juin 2018

2018 V.326 Vœu relatif à l'usage publicitaire des enseignes

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,

Considérant que toute pose d'enseigne ou de pré-enseigne est soumise à autorisation, délivrée par la Direction de l'Urbanisme de la Ville de Paris ;

Considérant que toute installation de ce type doit être conforme au règlement local pour la publicité, les enseignes et les pré-enseignes et doit respecter un principe d'insertion dans le paysage ;

Considérant que de nombreuses rues du 18^e arrondissement, et principalement les boulevards Barbès, Ornano et la rue de la Chapelle dont certains immeubles sont classés par les Architectes des Bâtiments de France, connaissent une prolifération de vitrines estampillées par des enseignes diverses, de vitrophanies de marques de téléphonie, cela sans que les commerçants n'aient jamais déposé de demande auprès de la Direction de l'Urbanisme ;

Considérant que les opérateurs de téléphonie utilisant la méthode « branding » pour faire la promotion de leur marque rémunèrent illégalement les commerçants acceptant en contrepartie de sous-louer leur enseigne et devanture ;

Considérant que cette pratique de marketing envahissante implique la surenchère entre les marques, au détriment de la qualité de vie des riverains par l'appauvrissement et la dégradation du paysage de la rue ;

Considérant que nombre de ces publicités apparaît de manière non réglementaire sur des enseignes de commerces dont l'activité n'est pas la téléphonie ;

Considérant qu'un certain nombre de commerçants utilisent des enseignes lumineuses qui restent allumées toute la nuit, créant une importante nuisance pour les riverains ;

Considérant que certaines de ces marques dont les centres de décision se trouvent hors de France, sont suspectées de pratiques illicites, voire ont été condamnées à l'étranger pour blanchiment d'argent et escroquerie organisée ;

Considérant la volonté de la Ville de Paris d'agir efficacement sur la qualité de vie dans les quartiers par ailleurs ciblés par ces marques par les dispositifs « Tous mobilisés » et que l'harmonie du paysage de la rue et le respect du patrimoine en font partie ;

Considérant le vœu relatif aux enseignes voté au Conseil d'arrondissement du 18^{ème} arrondissement du 20 juin 2017 ;

Considérant que, malgré la convocation en 2015 par la Direction de l'Urbanisme des responsables France des publicités de LEBARA et LYCAMOBILE n'a pas fait changer leurs pratiques, ni que l'adoption en Conseil d'arrondissement du vœu du 20 juin 2017 a mené à une médiation ;

Considérant enfin les demandes du Conseil de quartier de la Chapelle ;

Sur proposition d'Éric Lejoindre et des élus du groupe socialiste et apparentés, le Conseil de Paris

Émet le vœu que la Ville de Paris :

- prenne des mesures à l'encontre des commerçants qui acceptent ce système publicitaire illégal et de mettre en place une communication pour prévenir ce phénomène ;
- accentue le nombre de contrôles sur les enseignes en général et en particulier dans les quartiers populaires.